

Aventures en recherches sociales appliquées

par Jean GUIART (1)

Lorsque le secrétaire général de l'ORSC, ancêtre de l'Orstom, me reçut avant mon départ pour Nouméa, fin octobre 1947, il me demanda de m'attacher à faire la preuve de l'utilité des sciences sociales. Il ne se doutait pas des extrémités auxquelles il allait m'entraîner.

Le problème de la validité pragmatique de la recherche appliquée, en ethnologie en particulier, n'est pas nouveau. Il séparait déjà les frères ennemis, Radcliffe-Brown et Malinowski. Le premier tenait qu'il ne fallait pas se salir les mains en acceptant de travailler pour le *Colonial Office*, dont les fonctionnaires, selon lui, n'avaient qu'à lire les monographies publiées par les anthropologues sociaux (2). Malinowski, par contre, inventa successivement la fonction de *Government Anthropologist*, puis obtint la création de postes dans les jeunes universités de l'Afrique orientale et du Sud, postes dont les titulaires durent, *volens nolens*, accepter des compromissions que leurs descendants jugeront trop facilement condamnables.

Si l'on se réfère au poids de l'information publiée, et aux grands noms qui en sont issus, Malinowski avait raison. Mais ses élèves participèrent à une entreprise qui consistait à tenter de rendre supportable, et donc pour Londres moins coûteuse, la domination coloniale (notamment la célèbre administration indirecte, l'ethnologue déterminant qui était autorité traditionnelle légitime et qui ne l'était pas) et, en particulier, à nier l'existence d'une civilisation bantoue globale – au travers de la hiérarchisation des « royautes » se réclamant de mêmes origines : le fameux empire du Monomotapa – ce qui était un moyen de diviser les populations pour mieux les asservir, de minoriser leur culture par rapport à l'universalité du *British Raj* et, en fin de compte, de les livrer à la domination fondée sur une interprétation restrictive de la Bible et des Évangiles par la société boer protestante et agressivement raciste et par ceux qui se sont crus les fils spirituels de Sir Cecil Rhodes.

La France a copié le modèle tardivement – le projet d'avant-guerre avait été d'étendre au Pacifique sud la compétence de l'École française d'Extrême-Orient – avec des intentions ambiguës qui n'étaient pas toujours innocentes, par exemple dans les raisons de centrer la recherche en Indochine sur les populations minoritaires.

(1) Ethnologue. Professeur honoraire au Muséum national d'histoire naturelle.

(2) Communication personnelle, printemps 1947.

J'ai été envoyé en Nouvelle-Calédonie à la demande de Maurice Leenhardt, vieux lutteur courageux à l'époque coloniale la plus dure, combattant ouvertement le travail forcé et la spoliation des terres canaques, détesté par les Européens de Nouvelle-Calédonie qui l'accusaient d'avoir monté de toutes pièces l'insurrection de 1917, alors qu'il avait été un des deux seuls hommes lucides et bien informés à prévenir le gouverneur Repiquet de ce qui allait se passer, le second étant M. Jules Calimbre, futur père adoptif de mon épouse. Pas plus d'ailleurs que Marcel Mauss, Lucien Lévy-Bruhl et le Dr Paul Rivet, Maurice Leenhardt n'imaginait que les colonies puissent un jour devenir indépendantes. Son utopie personnelle était de transformer les Mélanésiens en paysans modernes, s'alliant aux petits colons contre la bourgeoisie de compradores qui régnait à Nouméa. Cette alliance sera organisée par ses élèves, Maurice Lenormand et moi-même. Elle s'effritera par le fait du mouvement irréversible de la jeune génération blanche vers la ville et les emplois du secteur tertiaire, et la disparition en vingt ans du petit colonat, dont nous n'avons pas vu qu'il était condamné par l'évolution sociale et économique de l'Occident.

Où se plaçaient les thèmes de recherche dans la période agitée de soubresauts maîtrisables qui conduisit à la loi-cadre, dite loi Defferre ? Il fallait les trouver soi-même, en l'absence de directives venues de Paris – le gouverneur Hubert Deschamps, qui avait quelques idées personnelles, très libérales, sur le sujet, n'interviendra que dans la dernière période. Ces thèmes furent donc fournis par les circonstances et en premier lieu par les Mélanésiens qui réagissaient de façon parfaitement claire à la recherche. Eux voulaient des résultats, en quelque sorte transformant le chercheur en otage de leurs besoins criants, dont le besoin de liberté et le besoin de terres.

Aux Nouvelles-Hébrides, devenues depuis indépendantes sous le nom de Vanuatu, le dossier du jour depuis la fin de la guerre était l'apparition récurrente de crises locales, touchant une ou plusieurs îles et liées aux mouvements messianiques qui couvraient la Nouvelle-Guinée et l'arc mélanésien depuis les années d'avant-guerre. Je devais travailler en alliance avec les prophètes et les dirigeants locaux de ces mouvements, ou ne pas travailler. Un de mes soucis fut donc de les protéger de la répression et, quand il le fallait, de les faire sortir de prison ou échapper à un exil lointain. Cela m'amena à négocier directement, en dehors de toutes les règles, avec les autorités britanniques, ayant la capacité de présenter mes arguments dans les termes mêmes de l'histoire coloniale et de la tradition anthropologique anglo-saxonne très forte dans la région.

L'intelligence et l'esprit à la fois pragmatique et aventureux du commissaire-résident de France, Pierre Anthonioz, me permit d'obtenir non seulement la libération, mais l'annulation des jugements concernés. Nous n'aurons plus aucune difficulté politique avec les gens que nous aurons ainsi rendus à leurs familles – libérés de la peur panique de mourir en dehors de chez eux et de voir leur esprit errer à l'aventure parce qu'ils n'auraient pas bénéficié des rites funéraires domestiques. Je pus intervenir pour arrêter dans l'œuf toute nouvelle tentative de répression dès que naissait une forme renouvelée d'un mouvement ancien.

Les planteurs européens, qui étaient par principe pour la répression – il fallait apprendre aux Canaques à rester à leur place – n'étaient pas contents, mais en fait leurs affaires prospéraient, bénéficiant du calme ainsi retrouvé. On se s'occupait d'ailleurs guère de leurs protestations, qu'ils allaient porter au haut-commissaire à Nouméa, les liens personnels de Pierre Anthonioz avec la France Libre et le général de Gaulle le protégeant, ainsi que les résultats visiblement positifs obtenus. Mon passé lycéen résistant à Lyon pendant l'occupation allemande me rendait imperméable aux pressions contraires, de façon quelque peu naïve d'ailleurs, et mon mariage avec une mélanésienne – qui avait fait scandale – faisait que j'étais devenu d'une certaine façon provisoirement intouchable.

En Nouvelle-Calédonie, je fus, dès la deuxième année de mon séjour, dénoncé par M. Emmanuel Dubois, colon à Ponérihouen et maître apparent de la vallée de Tchamba – il enserrait la Réserve entre ses locations domaniales et manipulait le chef officiel dont il avait fait le gérant de son magasin – comme organisant une rébellion. L'enquête de gendarmerie me disculpa. Par la suite, je ferai le nécessaire, soutenu par Mataïo Doui Wetta, le gouverneur Sorin du BDPA, puis le haut-commissaire Péchoux qui eut le courage de prendre la décision finale, pour que les anciennes terres des gens de Tchamba, auxquels Maurice Leenhardt m'avait envoyé, leur fussent entièrement rendues, et que M. Emmanuel Dubois... bien sûr, les perdît.

L'affaire était simple, je relevais, à la demande de Maurice Leenhardt d'ailleurs, tous les anciens habitats et je les mettais en rapports les uns avec les autres au travers des mythes justifiant l'occupation ancienne de chacun. J'obtenais ainsi à la fois une description raisonnée de la société ancienne et une vision analytique de la société moderne recroquevillée à l'intérieur des limites étroites des Réserves où on l'avait parquée, puisque je savais alors d'où chacun venait. La cohérence de l'information permettait de tester toutes les informations reçues les unes par rapports aux autres, et j'avais appris à alterner l'enquête auprès d'individus avec les réunions publiques où ce qui était dit présentait l'avantage de faire l'objet d'un consensus.

Je n'avais pas pensé que réunir ainsi systématiquement des assemblées canaques était une révolution – on leur avait, par arrêté gubernatorial toujours théoriquement en vigueur, interdit pendant un siècle toute réunion autre que religieuse. Fort de l'ordre de mission dont je disposais à chaque fois, je ne demandais l'autorisation de personne pour aller où je voulais. D'un point à un autre, et par manque de routes, j'étais accompagné d'une cavalerie canaque qui faisait impression. La plus grande partie de l'information que je recueillis avait trait en fait à des revendications potentielles sur le territoire occupé par la colonisation européenne. J'enregistrais ainsi ce qui allait, trente ans plus tard, se transformer en revendications publiques et en occupations de terres.

La réaction des colons était compréhensible. La méchanceté constante et la mauvaise conscience de la plupart vis-à-vis des Canaques les rendaient lucides d'une certaine façon. Ayant rapidement observé que tout ce qu'ils pouvaient me dire relevait de l'imagination et n'avait d'autre but que d'abaisser leurs voisins mélanésiens, je les fréquentais peu, cherchant

cependant à encourager et maintenir de bonnes relations avec le petit nombre de ceux qui avaient compris que leur intérêt était de traiter convenablement les Mélanésiens, leurs femmes et leurs filles – ces dernières refusaient de travailler pour ceux qui avait exigé d'elles des privautés sexuelles dans la période de travail forcé.

Dans ces conditions, la démonstration de l'utilité de l'ethnologie n'était pas facile à faire. J'ai dû sortir des normes habituelles et organiser de toutes pièces en brousse et aux îles l'élection de Maurice Lenormand comme député en 1951, en collaboration étroite avec les missions aussi bien catholiques que protestantes, qui portaient sur la situation le même jugement que moi : à savoir la nécessité de capter la force montante du réveil canaque – à ce moment marqué par les personnalités contrastées de Rock Pidjot et de Mataio Doui Wetta. Cette intervention directe dans la vie publique se fit avec l'accord exprès du gouverneur-général Cournarie, ancien de la France Libre, haut-commissaire, qui couvrit toute l'opération de son autorité, donnant les instructions nécessaires pour qu'un texte législatif libéral visant la situation africaine soit interprété plus que largement, permettant d'inscrire sur les listes électorales le plus grand nombre de Mélanésiens et de Mélanésiennes possible.

La droite locale ne se réveillera qu'après le résultat qui déclenchera sa colère et fera qu'on ne me pardonnera jamais une opération parfaitement réussie, qui pourtant nous avait gagné en un seul jour vingt ans de tranquillité politique. On ne saura pas s'en servir et on n'aura de cesse que d'inverser la tendance, ce qui créera de toutes pièces, par réaction, le mouvement indépendantiste avec les fils et les filles de ceux qui manifestaient précédemment en toutes occasions leur fidélité à la France et une adoration pour le général de Gaulle.

L'indépendantisme, dont je n'ai jamais personnellement favorisé la naissance, est issu de l'impossibilité de l'espoir à partir du moment où les gouvernements d'après celui de Georges Pompidou se sont révélés incapables de résister aux pressions de la droite coloniale néocalédonienne. Les nouveaux administrateurs et sous-préfets, formés par l'ENA et qui n'avaient jamais entendu parlé d'ethnologie – les administrateurs de la France d'outre-mer, eux, avaient suivi des enseignements d'ethnologie et de langues vernaculaires, ce qui leur avait appris l'existence de facteurs culturels et sociaux spécifiques et par conséquent la nécessité d'une certaine prudence –, pratiquaient d'eux-mêmes un paternalisme et un autoritarisme désuets et inefficaces, faisant que les Mélanésiens ne trouvaient d'autre moyen d'avoir la paix que de les ignorer de plus en plus. La politique nouvelle inavouée était celle d'une francisation à tous crins, et l'ethnologie, et ses avertissements, étaient forcément mal vus. Mais cette politique n'accrochait pas, trop en retrait par rapport à la réalité de l'évolution canaque.

J'avais accumulé à force tant d'informations sur la société et la culture mélanésiennes, et aussi tant de cas où le comportement des individus démontrait dans quelle mesure précise cette information était valable : les périodes de tensions et de troubles sont extrêmement riches pour l'observation, parce qu'elles représentent une société en mouvement accéléré, s'exprimant plus facilement et plus rapidement, autant par le verbe que par l'action quotidienne ou symbolique.

Mon expérience des mouvements messianiques me rendra de grands services en ce que j'étais de ce fait mieux préparé à anticiper et comprendre les événements. Mes quelques tentatives d'analyse des possibilités contenues par la situation ont été peu démenties par les faits, à tel point qu'on m'a souvent accusé de les provoquer pour avoir raison, même si j'étais à 20 000 km et sans lien matériel avec les événements.

J'ai prévenu, six mois auparavant, que Jean-Marie Tjibaou n'irait pas à Ouvéa sans danger grave le jour de la commémoration funéraire des morts de la grotte d'Ouvéa, à moins d'avoir négocié préalablement sa venue avec les familles des morts. C'était du simple bon sens de la part du seul fonctionnaire français à ce moment ayant une bonne connaissance de la société locale. Un article publié dans les années soixante-dix, relu vingt ans plus tard, semble annoncer des événements précis, qui ont bien eu lieu.

Cela s'explique par le fait que je suis de la génération qui a suivi de près la décolonisation et que je me suis constamment tenu informé de ses modalités partout, en particulier dans la région du Pacifique sud, où je connais les dirigeants océaniens personnellement depuis de longues années, et que, par tradition familiale, j'ai toujours échappé aux formes d'enfermement dans le monde francophone caractérisant tant d'intellectuels exilés volontairement outre-mer qui hypostasient inconsciemment leur situation privilégiée dans un chauvinisme dont le danger mortel pour l'analyse ne leur apparaît pas. Le Pacifique sud est un monde majoritairement anglo-saxon, et les faits pertinents y sont décrits et analysés majoritairement par des auteurs écrivant en anglais. On en fait ce qu'on veut, mais il est impossible d'observer et d'analyser sans avoir constamment à l'esprit la masse de ce qui a été si souvent d'ailleurs parfaitement bien noté et bien vu.

De plus, nous ne connaissons rien, ou si peu, du passé océanien avant la venue des navigateurs, lesquels nous ont laissé des informations bien tenues. Les sociétés que nous étudions ont été toutes influencées, directement ou indirectement, par l'Occident, quand cela ne serait que par les maladies introduites par nous ; la plupart se sont christianisées il y a bien plus d'un siècle. En même temps elles durent s'adapter aux changements constants ainsi induits par l'extérieur et subir des pertes démographiques à un niveau qui faillit faire disparaître physiquement une bonne partie de ces sociétés. Cela engendra aussi des changements d'habitats encouragés, sinon déterminés, par les missions et les administrations coloniales.

Les modalités de cette accélération de leur histoire est tout ce que nous pouvons apprendre de ces sociétés, les informations sérieuses ne commençant à être disponibles, sauf cas exceptionnels, qu'à partir des années 1900. L'analyse de ces sociétés implique donc de tout rechercher et recueillir à la fois, dans les archives aussi bien que sur le terrain, où l'on doit interroger tout le monde et non des informateurs privilégiés qui se révèlent si souvent être des manipulateurs hors pair, de passer à ce travail des décennies de patience, et de ne pas s'illusionner sur ce qu'a pu être une société traditionnelle qui n'a jamais existé telle que nous l'avons si souvent reconstruite pour notre seule satisfaction intellectuelle.